



lundi 1 juillet 2019

Macron se repeint en vert

Les paroles et les actes

Les experts affirment que les pics de chaleur seront de plus en plus élevés... Avec la canicule que nous venons de traverser, on voit qu'il y a bien urgence climatique.

Ça n'a pas échappé à Macron qui, au sommet du G20 d'Osaka, a joué les fiers-à-bras, menaçant ceux qui voudraient emboîter le pas à Trump et refuser de signer un accord sur le climat. Le sommet du G20 ayant abouti à un « accord » minimaliste à 19, il a affirmé : « *On a évité de reculer [...] mais nous devons aller beaucoup plus loin.* »

« *Évité de reculer* » parce que le Brésilien Bolsonaro, qui menaçait de suivre Trump, a fini par signer ? Pour ce que ça change ! Au Brésil, depuis des décennies, la déforestation de la forêt amazonienne, le poumon de la planète, bat son plein...

« *Aller plus loin* » ? En février dernier, le gouvernement français a abandonné l'objectif inscrit dans la loi de 2015 d'une division par quatre des émissions de carbone et l'a remplacé par la notion plus floue de « neutralité carbone »... en 2050 ! Mais, même là, le Haut Conseil pour le climat, pourtant mis en place par Macron en pleine crise des Gilets jaunes, vient de tacler son créateur par la voix de sa

présidente : vu sa politique, « *la France n'aura aucune chance d'atteindre la neutralité carbone en 2050.* »

Il faut dire que, en matière d'écologie, Macron a un sacré pédigrée. À commencer par les fameux « cars Macron » et leurs gros moteurs Diesel. Qui doivent d'ailleurs leur relatif succès au fait que bien des voyageurs ne peuvent plus se payer des billets de train dont les tarifs sont devenus exorbitants. Quand train il y a : parce que notre champion écolo assume les fermetures de plus en plus nombreuses de « petites » lignes, bien plus écolos que les cars.

Action ?

La réalité de la politique de Macron en matière d'écologie ? L'émission massive de gaz lacrymogènes, comme on a pu le voir dimanche dernier sur une vidéo virale, quand les flics ont violemment dispersé des manifestants... écologistes pacifiquement assis, en les aspergeant à bout portant.

Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !

Les licenciements et fermetures de sites se multiplient – à General Electric, Ford, Peugeot, Carrefour. Le gouvernement ne fait rien : mais qu'y aurait-il à attendre des pouvoirs publics qui montrent l'exemple aux patrons en supprimant des emplois à la Poste, la SNCF, dans les hôpitaux ou l'éducation ?

Les grands groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex, sans se soucier des conséquences pour la région. Mais ce n'est pas aux licenciements que le gouvernement s'en prend : avec sa réforme de l'assurance-chômage, ce sont les travailleurs privés d'emploi qu'il agresse.

Face aux attaques du gouvernement et de nos patrons bien français, la défense des « intérêts français » n'est qu'une diversion. Risible de la part de ceux qui, au gouvernement, avaient appliqué la même politique. Et dangereuse, comme tous les mensonges nationalistes, qu'ils viennent de l'extrême droite ou soient repris par des opportunistes de gauche comme Mélenchon.

Défendre « l'industrie française » revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef. Les grands groupes français licencient autant que les autres, avec le profit comme seule boussole.

Contre l'union nationale, l'unité des travailleurs

Même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. L'issue de la bataille contre les licenciements dépend du rapport de force entre d'un côté le patronat et ses complices du gouvernement et, de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacées à court terme ou pas, du public comme du privé.

Perversion Sociale Assumée

Vendredi 28 juin, pour couronner une semaine très éprouvante à cause de la canicule, la direction n'a rien trouvé de mieux que de nous imposer une réunion pour nous mettre à nouveau la pression. Nous avons dû passer plus d'une heure en salle d'UEP surchauffée, à écouter ses « éléments de langage » : les mesures de départ risqueraient d'être moins « favorables » en 2020, il ne fallait pas « tenter le coup de poker »... Le but du jeu : nous faire quitter l'usine au plus vite, et si possible, quitter le groupe.

Mais nous, nous ne jouons pas à son poker menteur. Et à trop provoquer angoisse, énervement et colère, souhaitons qu'elle perde le contrôle de la partie.

Anxiogène et sans gêne

Alors que plusieurs d'entre nous passaient leurs derniers instants à l'usine, pour raison de départ en plan Senior et autres, la journée de vendredi 28 était l'occasion de se dire au-revoir et de partager un moment d'émotion entre collègues. La direction en a décidé autrement : en nous coincant en salle d'UEP, elle nous a volé ce moment. Et ce sont les 9 de Poissy qu'on accuse de séquestration et de violence psychologique.

Soldes avant fermeture

En raison de la canicule, des brumisateurs ont été distribués dans les ateliers. Mais nous nous sommes rapidement aperçus qu'ils étaient périmés depuis... 2016 ! En gros, tout est bon pour vider les stocks. En revanche, pour le plan de départ, la limite de validité serait non négociable ?!

Il fait vraiment trop chaud pour travailler

Alors qu'à Poissy on crevait de chaud dans les ateliers, une rumeur circulait au sujet de l'annulation de la séance de travail de jeudi ou vendredi dernier à cause de la canicule, ça n'aurait pas été aberrant. C'était même la seule chose à faire. Cependant la direction a fait le contraire : elle a rajouté 2 fois une heure supplémentaire pour l'équipe C mercredi 26 et jeudi 27.

Les écoles ferment, le brevet est décalé, les services de l'État multiplient les appels aux entreprises pour adapter les horaires de travail et rallonger les pauses pour éviter les problèmes de santé... mais à PSA on rajoute des H+. La direction croit qu'il y a un micro-climat à PSA Poissy ?

9 ouvriers de PSA Poissy condamnés à des peines de prison avec sursis

C'est le verdict de la Cour d'appel : 3 mois de prison avec sursis à chacun et 11 700 euros d'amende au total. La fausse accusation de séquestration d'un chef de l'usine n'a pas tenu, mais la Cour d'appel inflige tout de même une bien lourde condamnation pour « violence psychologique donnant moins de 8 jours d'arrêt-maladie ». Ça en ferait des DRH en prison si c'était le même tarif pour tout le monde !

ADP : une entreprise publique... déjà très privée

Une union sacrée de députés allant des Républicains à la France insoumise a lancé une procédure référendaire (le Référendum d'initiative partagée, RIP) contre la « privatisation » d'Aéroports de Paris. En réalité, cela fait belle lurette que rien ne distingue Aéroports de Paris d'une entreprise privée, cotée en Bourse, appartenant au CAC 40. Le groupe ADP est même une multinationale, gérant 26 aéroports dans le monde. Pour tout dire, c'est le premier opérateur aéroportuaire mondial.

Alors est-ce vraiment un « service public national » comme le prétendent ces députés ?

Les travailleurs d'ADP ont intérêt à ne compter que sur eux-mêmes

Le RIP est une procédure de tortue : 9 mois pour récolter 4,7 millions de signatures, 6 mois pour que le Parlement débattenne, et enfin 2 ou 3 mois pour préparer le vote. Cela permettra aux députés de ronronner pendant 18 mois... jusqu'à la prochaine élection présidentielle.

Les travailleurs d'ADP risquent de subir, au prétexte du changement de statut, des pertes d'emplois et une dégradation des conditions de travail. Ils ont tout intérêt à ne pas attendre 18 mois face à ces menaces !

Une politique de chasse aux migrants criminelle en Méditerranée

Le navire Sea Watch 3 a recueilli 53 migrants en patrouillant près des côtes libyennes. Après deux semaines à errer sur les eaux internationales, la capitaine, Carola Rackete, a finalement forcé le blocus italien et a accosté à Lampedusa pour amener les migrants à terre. À l'arrivée du bateau, la police l'a arrêtée et elle risque 10 ans de prison pour aide à l'immigration clandestine.

Depuis 2014, plus de 12 000 migrants sont morts en Méditerranée, à cause de la politique criminelle des responsables européens, à commencer par le gouvernement français, qui, en plus de persécuter les migrants, persécutent aussi ceux qui portent secours aux personnes en détresse.

Les tentatives de division passent, les manifestations continuent

Ce vendredi, pour la 19e fois, les Algériens sont descendus dans les rues pour exprimer leur mécontentement face à une société inégalitaire et corrompue. Des rues quadrillées par la police. Avec, notamment, des fouilles, l'utilisation des gaz lacrymogènes et autres attentions délicates.

La police a aussi cherché à confisquer les drapeaux de la minorité kabyle pour diviser les manifestants entre la majorité arabe et la minorité kabyle. Mais les manifestants ne se sont pas laissés piéger et restent déterminés à mettre en œuvre leur slogan : Système dégage !